

Mars 2018

Au-delà du #MeToo, une rupture radicale ?

Le phénomène de dénonciation des violences sexuelles est légitime, bien entendu. Mais comment faire un pas de plus et profiter de l'engouement pour proposer des pistes concrètes d'actions ?

Pourquoi les violences sexuelles envers les femmes – les personnes homosexuelles, transgenres ou autres – sont-elles aussi répandues ? Quelle sont les causes profondes de cette violence ? Comment nous – femmes et hommes – perpétons ces comportements et, plus largement, le système et la culture qui sous-tendent ces violences ? Et, finalement, qu'est-ce que nous pouvons faire pour changer profondément la donne ?

Au-delà du « buzz » de la campagne #MeToo et ses homologues en plusieurs langues (#BalanceTonPorc en français ou en espagnol #AMíTambién), ayant fait le tour du monde depuis fin octobre 2017 [voir encadré], voilà quelques questions qu'un tel phénomène nous inspire, dans la quête d'un dialogue ouvert, inclusif et continu, qui puisse jeter les bases d'un changement radical.

D'abus sexuels et autres violences faites aux femmes

Le flot de dénonciations d'harcèlement et d'abus sexuels contre des politiciens,

comédiens, artistes, journalistes, et d'autres hommes en position de pouvoir ces derniers mois, ne reflète pas un phénomène nouveau ou inconnu des femmes au niveau mondial. Tout au contraire. Selon ONU Femmes, globalement, près de 35% des femmes ont subi des violences physiques et/ou sexuelles par un partenaire intime, un proche ou un inconnu au cours de leur vie. Selon les pays, ce chiffre peut monter jusqu'à 70%. Dans les pays de l'Union européenne, par exemple, 40 à 50% des femmes subissent des avances sexuelles non désirées, un contact physique ou une autre forme d'harcèlement sexuel sur le lieu de travail¹.

Malgré le fait que depuis des années, les femmes se battent contre ces violences, les discriminations et inégalités liées au genre dans différents espaces et milieux d'action, ces violences persistent, soutenues par une culture du sexisme et un système patriarcal. Ce qui est particulier dans le cas du #MeToo, c'est que, galvanisée par les célébrités hollywoodiennes, à l'aide de l'utilisation massive des réseaux sociaux, la campagne apparaît comme une sorte de mégaphone, rendant visibles des milliers de cas et, dans une certaine mesure, permettant aux femmes de « briser le silence ». Mais, que se passerait-il si ces

¹ UN Women "Facts and Figures: Ending Violence Against Women".
<http://www.unwomen.org/en/what-we->

[do/ending-violence-against-women/facts-and-figures](http://www.unwomen.org/en/what-we-do/ending-violence-against-women/facts-and-figures)

dénonciations n'émanaient pas des « super-stars », mais bien de femmes « sans voix » et sans pouvoir ?

Le #MeToo

A l'ère des réseaux sociaux, la campagne #MeToo rassemblait 1.7 million de tweets dans plus de 80 pays fin octobre 2017, seulement une semaine après que l'actrice hollywoodienne Alyssa Milano ait lancé la première dénonciation d'harcèlement et abus sexuel de la part de Harvey Weinstein, le fameux producteur de films. Cependant, à l'origine, l'hashtag avait été conçu par l'activiste afro-américaine Tarana Burke, en 2006, alors qu'elle rencontrait des femmes afro-américaines victimes d'abus et violences sexuelles, en réfléchissant sur sa propre expérience.

Au-delà du #MeToo, un changement systémique radical

En effet, une des limites de la campagne #MeToo, c'est qu'elle met en exergue, par le biais des médias, les voix dominantes – celles de femmes célèbres, inscrites dans une position sociale privilégiée, souvent au détriment d'autres voix. Pour l'académique féministe Nancy Fraser, il n'est pas

suffisant de revendiquer l'égalité de genre des femmes professionnelles et de leur avancement dans des positions de pouvoir, au travail par exemple². Il faut également s'intéresser au changement et à l'égalité pour la majorité des femmes – les femmes paysannes, indigènes, noires, à travers le monde. Selon elle, cela n'arrivera pas sans une transformation profonde des institutions et des structures qui soutiennent le capitalisme néolibéral, sans une vraie remise en question des hiérarchies sociales « qui sont dessinées pour privilégier une minorité sur la majorité, les hommes sur les femmes, les riches sur les pauvres ». Les femmes ne peuvent pas se contenter de « monter dans les hiérarchies sociales », elles doivent exiger leur dépassement³.

Au niveau culturel, pour dépasser le sexisme, il est essentiel d'interroger les formes de masculinité dominantes et les conditions – le pouvoir et les privilèges conférés aux hommes dans la société – qui permettent la reproduction de ces comportements et de ses différentes formes d'expression, des plus insidieuses aux plus violentes. Bien qu'il soit important d'identifier les responsables de violences sexistes, individualiser cette responsabilité et focaliser l'attention sur quelques cas – comme ce fut souvent le cas ces derniers mois – risque de banaliser l'ampleur du problème et la reconnaissance de sa nature systémique.

² Citée dans Myriam Omid. "The Many Faces of the #MeToo Backlash". Public Seminar. January 2018. <http://www.publicseminar.org/2018/01/the-many-faces-of-the-metoo-backlash/>

³ Pour plus de perspectives critiques sur la campagne et les questions qu'elle pose, voir:

« Where Freedom Starts : Sex, Power, Violence #MeToo » un rapport de Verso Books : <https://www.versobooks.com/blogs/3635-where-freedom-starts-sex-power-violence-metoo>

De la réaction au dialogue

Ainsi, il s'agirait d'aller au-delà des réactions sur les réseaux sociaux et de profiter ainsi du « buzz » pour entamer un dialogue inclusif – hommes et femmes – et constant dans différents espaces qui puisse nous aider à déconstruire et dépasser les relations de domination, en amplifiant les voix et les perspectives, en interconnectant les luttes et en mettant en question nos propres préjugés et valeurs sexistes, souvent intériorisés, pour construire des institutions et structures plus justes et égales – tant au sein de la sphère privée qu'au niveau collectif.

Et si on écrivait... de façon un peu plus inclusive ?

Le dialogue inclusif débute par certains aspects très concrets de notre vie quotidienne, qui influencent profondément nos façons d'agir, de penser et de construire notre réalité. Parmi ceux-ci, l'écriture joue un rôle fondamental dans la construction de l'imaginaire collectif. Aujourd'hui, elle fait débat !

Avec une langue française qui privilégie la supériorité du masculin sur le féminin, la parité n'y aurait donc pas sa place ? L'écriture inclusive (ou « épïcène ») est un courant qui vise à mettre fin à cette inégalité, en promouvant – par exemple –

l'accord en fonction du genre ou de la proximité, ainsi qu'un pluriel adapté au contexte de la phrase. Certains réfractaires brandissent haut et fort la loi bien connue du « masculin qui l'emporte sur le féminin ». Pourtant, loin d'être immuable, celle-ci n'est historiquement apparue qu'au 17^e siècle !

L'enjeu est majeur, car ces diverses mesures proposées visent à assurer une représentation égale entre les femmes et les hommes au fil de nos lectures. Car mentionner uniquement dans une brève ou un récit des agriculteurs, des ouvriers ou des manifestants, c'est invisibiliser *de facto* leurs collègues féminines qui vivent tout au moins les mêmes réalités, les mêmes combats. Nous interpréterons mentalement deux récits différents : entre « les manifestants ont obtenu gain de cause auprès de la direction » et « les personnes manifestant ont obtenu gain de cause (...) », deux images mentales très différentes peuvent apparaître. Ces nuances peuvent sembler subtiles et pourtant au combien déterminantes.

Ainsi, pourrions-nous parler des droits humains, au lieu des droits de l'homme ? Le choix des mots et de la syntaxe est important, les pistes proposées nombreuses. Certaines préfèrent utiliser le « point médian » afin de rester inclusif. Nous parlerions donc d'enseignant·e, de Président·e... Certaines institutions, telle que l'Université catholique de Louvain par exemple⁴, recommande désormais de favoriser cette utilisation !

4

https://cdn.uclouvain.be/public/Exports%20reddot/emploi/documents/20151211_GUIDE_GENRE.pdf

Ce choix est loin d'être unanime, certains s'élèvent contre une complexification de la langue française, un manque de lisibilité inutile ou un effort superflu. Si tout le monde est au moins d'accord pour affirmer que la langue et l'usage des mots fait autorité, il faudra donc pouvoir assumer ce poids et réinterroger les conséquences de nos propres discours, de nos propres paroles quotidiennes...

Auteure :
Angela Ocampo